MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2023-457** **13/07/2023**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 15

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs/MAD (CL; IFCE; FAM; ASP;ONF; INAO;GIP ECOFOR) 15 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé.e de mission « action foncière »
Date limite de candidature : 31/07/2023

- 1 poste de délégué.e de rivages
Date limite de candidature : 31/07/2023

Institut Français du Cheval et de l'Equitation :

- 4 postes de soigneur.euse.s
Date limite pour candidature : 30/07/2023

- 1 poste d'ingénieur.e systèmes et réseaux
Date limite pour candidature : 10/08/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste gestionnaire-visa
Date limite de candidature : 28/07/2023

- 1 poste de directeur.rice de maîtrise d'ouvrage déléguée
Date limite de candidature : 07/08/2023

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de data Analyst
Date limite de candidature : 13/08/2023

- 1 poste de chef.fe de service adjoint.e
Date limite de candidature : 13/08/2023

- 1 poste de chef.fe de projet informatique (Performance de la PAC)
Date limite de candidature : 10/08/2023

- 1 poste d'ingénieur Recette
Date limite de candidature : 13/08/2023

- 1 poste de chargé.e de Mission
Date limite de candidature : 13/08/2023

Office national des forêts :

- 1 poste d'adjoint.e au chef du SRHAG
Date limite de candidature : 03/08/2023

Institut national de l'origine et de la qualité :

- 1 poste de chargé.e de mission technique et réglementaire
Date limite de candidature : 30/07/2023

- 1 poste de chargé.e de mission technique et réglementaire
Date limite de candidature : 30/07/2023

GIP ECOFOR - MAD

- 1 poste de directeur.rice adjoint.e du GIP ECOFOR
Date limite de candidature : 13/08/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Chargé.e de mission « Action foncière » au sein de la délégation Outre-mer auprès de l'antenne de Guadeloupe à Basse-Terre

Poste de catégorie A ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme)

Créé par la loi du 10 juillet 1975, le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, établissement public administratif de l'Etat, a pour mission de mener en partenariat avec les collectivités territoriales une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral et des rivages lacustres, en veillant au respect des sites naturels et de l'équilibre écologique. Le siège de l'établissement regroupant les directions et les services nationaux est situé à Rochefort (Charente-Maritime). L'établissement dispose également d'une entité à Paris (directrice du Conservatoire, délégation communication et délégation outre-mer) et de 10 délégations de rivages.

Délégation outre-mer et de ses antennes :

Le siège de la délégation outre-mer est basé à Paris et coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les territoires suivants : Guyane, Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin, La Réunion et Mayotte. Elle est composée d'une vingtaine d'agents, dont 3 basés à Paris et les autres, repartis dans les antennes.

La délégation met en œuvre, sous l'autorité de la directrice de l'établissement et du délégué outre-mer, la politique de préservation des rivages outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages, puis validée par le conseil d'administration. Un délégué-adjoint, en poste en Guadeloupe, assure le pilotage et la coordination de l'action des antennes du Conservatoire sur l'ensemble des rivages français d'Amérique (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Saint- Barthélémy et Saint-Pierre-et-Miquelon).

Contexte et objectifs de la mission :

L'antenne de Guadeloupe met en œuvre, localement et sous l'autorité du délégué-adjoint, les actions du Conservatoire. Au 1er janvier 2023, le Conservatoire protège 76 sites en Guadeloupe, qui couvrent une surface de 8 274 ha et 25% du linéaire côtier de la Guadeloupe. Ce domaine protégé est réparti en 1 169 ha d'acquisitions et 7 064 ha de terrains de l'Etat affectés au Conservatoire du littoral principalement de 2003 à 2007 et consistant en 1 203 ha de domaine public maritime « sec » dans la zone dite des « 50 pas géométriques » et 5 861ha de domaine public maritime « mouillé » (mangroves et étangs littoraux).

Les limites de ces affectations restent, pour partie, à fiabiliser. En outre, les terrains affectés par l'Etat font l'objet de très nombreuses occupations sans titre qui font l'objet d'un plan de reconquête engagé par le Conservatoire en 2016 piloté par un chargé de mission affecté à cette action.

La stratégie d'intervention à long terme du Conservatoire du littoral, approuvée en 2015 et dont l'actualisation est prévue à l'horizon 2024, a permis de préciser les enjeux de l'intervention foncière de l'établissement et d'identifier des zones d'intervention au regard de ces enjeux. Dans ces zones d'intervention, le Conservatoire du littoral doit mettre en place les outils fonciers permettant d'activer la politique d'acquisition ou d'affectation. Le travail d'analyse foncière, d'animation

foncière avec les partenaires, de mise en place d'outils comme la préemption sont autant de missions à mettre en œuvre pour accélérer mais aussi anticiper les éventuelles mutations et transactions.

Description du poste :

Le/la chargé.e de mission est chargé, sous l'autorité du délégué adjoint, d'animer la mise en œuvre de la stratégie d'intervention du Conservatoire en Guadeloupe. Il est également amené à apporter son appui aux autres antennes des rivages français d'Amérique dans son domaine d'expertise.

- Echanges et mises en places de partenariats sur la stratégie foncière avec les différents acteurs du foncier : SAFER, notaires, géomètres-experts, Etablissement Public Foncier, Agence des Cinquante Pas Géométriques, DIE, Département (ENS)… ;
- Proposition de création ou extension de périmètres d'intervention ;
- Suivi de l'élaboration des documents d'urbanisme et mise en cohérence avec la stratégie du Conservatoire ;
- Organisation et pilotage de prospections foncières ciblées et encadrement du/de la volontaire au service civique chargée de la prospection foncière ;
- Mise en œuvre des procédures d'acquisitions : contacts et négociations avec les propriétaires, dont prospection foncière, évaluations ;
- Finalisation des affectations de terrains de l'Etat au profit du Conservatoire ;
- Mise en œuvre des procédures complexes : création de zones de préemption, expropriations,
- Veille générale sur les évolutions du marché foncier en espaces naturels et ruraux en Guadeloupe (SAFER, Vigifoncier, …) ;
- Mise en œuvre et suivi des prestations de géomètres en vue d'acquisitions ou dans le cadre de contentieux : bornages et délimitations du domaine, divisions parcellaires… ;
- Fiabilisation de la base foncière du Conservatoire et de l'enregistrement au cadastre et à la publicité foncière des terrains du Conservatoire ;
- Dans le cadre du « plan de reconquête littoral », expertise de la situation foncière des occupants;
- Pilotage du volet foncier des projets d'aménagement, notamment les projets de sentier littoral ;
- Le cas échéant et en lien avec le chargé de mission aménagement, mise en œuvre de la remise en état du site lors d'acquisitions.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles :

Le/la chargé.e de mission est placé.e sous l'autorité hiérarchique du délégué-adjoint de rivages d'Outre-mer basé en Guadeloupe. Cette mission implique un travail et une synergie importante de l'équipe de l'antenne de Guadeloupe.
En interne, il/elle est en relation fonctionnelle avec les agents de la délégation, et tout particulièrement la chargée de mission « foncier et SIG » basée à Paris, et avec les services nationaux basés à Rochefort. En externe, il/elle est en relation avec les administrations et établissements publics (DEAL, DRFIP, AG50 ONF, SAFER, EPFG…) les collectivités (Départements, communes…) et les propriétaires privés.

Caractéristiques du poste :

Poste de **catégorie A** accessible aux fonctionnaires et aux agents contractuels.
La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Profil requis :

- Formation : Bac +4 minimum sur les thématiques du développement territorial, de la gestion des espaces naturels, agricoles, du droit (foncier, droit public…) ou du développement durable
- Connaissance des outils fonciers et réglementaires d'urbanisme (outils juridiques, PLU…)
- Connaissance souhaitée des procédures et outils d'acquisitions foncière
- Connaissance appréciée de la protection et de la valorisation des espaces naturels et du littoral

- Bonne maîtrise des logiciels de bureautique et notamment Excel pour la gestion de la base de données,
- Maîtrise des outils SIG (QGis) appréciée
- Expérience en outre-mer appréciée
- Permis B obligatoire

Compétences requises :

- Méthode, rigueur et autonomie
- Très bonnes qualités relationnelles
- Sens du contact et de l'écoute indispensable
- Goût pour le terrain et la compréhension de problématiques sur les espaces naturels
- Capacités à rendre compte de façon rigoureuse
- Capacités à s'intégrer rapidement dans une équipe et à être proactif
- Etre sensible à l'importance d'assurer une démarche foncière sur les espaces littoraux

Résidence administrative et date de prise de fonction:

Le poste est à pourvoir à compter **du 15 octobre 2023**. Il est localisé à Basse-Terre (Guadeloupe), avec une relocalisation envisagée à moyen terme dans la région pointoise. Des déplacements fréquents sur l'ensemble de l'archipel sont attendus.

Dépôt des candidatures :

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires – merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier pdf) sont à adresser **au plus tard le 31 juillet 2023** sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses) :

Médhy BROUSSILLON, délégué-adjoint outre-mer : Tél : 05 90 81 59 52
courriel : m.broussillon@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : BRE – P- 2023 – 33 RM 12

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :
Délégué(e) de rivages (F/H) au sein de la délégation Bretagne à Plérin

Caractéristiques du poste

- Poste de catégorie A+ ouvert :
  - Aux fonctionnaires en position normale d'activité ;
  - Aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n° 2016-1697) ;
  - Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme : article 5 décret 2016-1697)

- Conformément à l'arrêté du 6 janvier 2023, le poste de délégué(e) de rivages Bretagne est identifié comme étant un emploi d'encadrement supérieur à enjeux, soumis, sauf dérogation de service, à une durée maximale d'occupation de 8 ans.

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé par la loi du 10 juillet 1975, le Conservatoire du littoral est compétent sur les cantons côtiers et sur les communes riveraines des lacs et plan d'eau d'une superficie égale ou supérieure à mille hectares. Il protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral et les rivages lacustres. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et à Paris, et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations, qui constituent les services territoriaux de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de mettre en œuvre la politique foncière, négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la mission de propriétaire sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Bretagne du Conservatoire du littoral, crée en 1980, est une de ces 10 délégations de rivages. Localisée à Plérin dans les Côtes d'Armor, elle est actuellement constituée d'un délégué de rivages, d'un délégué adjoint, de trois agents administratifs, de deux agents au pôle foncier renforcés de trois agents temporaires sur la mission baies prioritaires à algues verte et de six chargé(e)s de mission intervenant sur des grands secteurs géographiques ou sur des missions thématiques.

En Bretagne, ce sont près de 12 000 ha qui ont été acquis (ou affectés) par le Conservatoire, sur 150 sites naturels, pour un programme d'intervention à long terme actuellement fixé à 30 000 ha. Ce patrimoine protégé représente près de 15% du littoral breton.

La délégation Bretagne est en relation avec plus de 60 gestionnaires et de très nombreux usagers ; elle anime régulièrement des comités de gestion et participe à de nombreuses réunions et rencontres en lien avec les métiers du Conservatoire du littoral.

Description du poste

Le.la délégué.e de rivages est placé.e sous l'autorité de la directrice du Conservatoire du littoral.

Dans le cadre de la stratégie d'intervention à 2050 et du contrat d'objectifs et de performance, il.elle fixe les objectifs de l'équipe qui découlent des priorités retenues par la direction. Il.elle est responsable de l'avancement de ces objectifs.

Il.elle est en relation fonctionnelle avec l'équipe de direction et les services nationaux du Conservatoire sur l'ensemble de ses missions.

Description des missions

En matière d'intervention foncière, il.elle met en œuvre la partie foncier de la stratégie d'intervention 2050 du Conservatoire en lien avec les administrations, la Région, les quatre départements, les intercommunalités et communes, et autres partenaires de son domaine de compétence. Cette stratégie fait l'objet d'une actualisation en vue du 50e anniversaire de l'établissement en 2025.

Il.elle pilote l'activité foncière, contribue directement aux animations et négociations foncières et processus d'acquisition ou d'affectation.

En matière de restauration et d'aménagement, il.elle pilote la programmation des travaux de renaturation, de réhabilitation, de remise en état, d'aménagement et d'accueil du public sur les sites en application des documents de gestion concertés avec les gestionnaires et les usagers, et leur bonne mise en œuvre.

En matière d'ingénierie de gestion, en relation avec les gestionnaires et les usagers, il.elle assure l'organisation, le contrôle et le suivi de la gestion et participe à son évaluation (bilans écologiques et patrimoniaux, suivi des indicateurs du contrat d'objectifs et de performance, évaluations, etc.). Il.elle organise et anime les différentes instances de concertation locale en liaison avec les gestionnaires.

En matière administrative, sur le volet budget et finances, il.elle prépare les dialogues de gestion, assure la programmation budgétaire et supervise l'exécution financière. Il est le relais de la politique RH dans sa délégation en lien étroit avec la direction et le SG / service des ressources humaines. Il.elle prépare et participe aux recrutements.

Il.elle anime et développe les partenariats locaux, négocie les concours financiers complémentaires en matière d'acquisition, de travaux ou de fonctionnement (fonds structurels, des collectivités, d'établissements publics régionaux, de l'Agence de l'eau ou d'autres partenaires).

Par ailleurs, il.elle met en place, en lien avec la délégation communication, des actions locales de communication et assure les relations avec les médias.

Il.elle participe en outre, aux démarches régionales et locales pour la connaissance et la gestion intégrée du littoral (documents de planification, gestion intégrée, SRADDET, Parcs Naturels Régionaux, Parc Naturel Marin, etc.).

Il.elle pilote la préparation du Conseil des rivages Bretagne-Pays de la Loire, en lien avec la délégation Centre-Atlantique, ainsi que la préparation des dossiers de la délégation au Conseil d'administration et en assure la présentation en séance.

Enfin, il.elle représente l'établissement au niveau territorial sur le plan institutionnel auprès des collectivités territoriales, établissements publics et services déconcentrés de l'Etat.

Profil et compétences requises

Poste de catégorie A+, ouvert aux agents fonctionnaires dans le cadre d'une position normale d'activité ; aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement et aux candidats non fonctionnaires ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme : article 5 décret 2016-1697).

Ce poste requiert les compétences suivantes :

- Capacités managériales (16 à 18 agents) et qualités relationnelles
- Connaissances en matière de politiques publiques environnementales, d'aménagement du territoire, de paysage, de patrimoine et de politique foncière
- Bonne connaissance de l'environnement institutionnel des territoires (services de l'Etat, collectivités, établissements publics, etc.)
- Aisance pour la prise de parole en public et l'animation de réunions

- Qualité rédactionnelle pour notes de synthèse pour la direction, et les autorités préfectorales
- Aptitudes au travail en équipe et en réseau
- Aptitudes au travail nomade (nombreux déplacements sur l'ensemble de la Bretagne et le siège du Conservatoire, parfois sur plusieurs jours)
- Très bonne organisation et discipline personnelle pour optimiser le rythme des alternances bureau/terrain (rencontres d'acteurs, réunions, visites de chantiers)
- Expérience solide en matière de négociation et de conduite de projet
- Solide expérience de plusieurs années en responsabilité d'équipes
- Connaissance et expérience du fonctionnement des collectivités

Le poste nécessite des déplacements fréquents et une disponibilité importante, dans le respect des amplitudes règlementaires et du règlement intérieur relatif au temps de travail de l'établissement.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir au **1er janvier 2024**. Il est localisé à Plérin (22).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, l'ensemble dans un même fichier PDF) sont à déposer **au plus tard le 30 septembre 2023** et uniquement sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr.

Renseignements sur le poste :

Didier OLIVRY, actuel délégué Bretagne du Conservatoire du littoral : 02 96 33 66 32

Julien PELGE, secrétaire général : 05 46 84 72 93

Agnès VINCE, directrice : 01 44 63 56 62 (secrétariat)

Palefrenier – Soigneur Compétition Cadre Noir (H/F)

Localisation : Site de *Saumur*

Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public *(C)*

Niveau d'études : CAP Palefrenier
Expérience : 3 ans minimum

Emploi-référence RIME (Répertoire Interministériel des Métiers de l'Etat) :
FP2SQA04
Filière : technique
Catégorie : C - fonctionnaire ou contractuel de droit public
Groupe RIFSEEP : G2
Poste : vacant
Date limite de candidature: 01/08/2023
Date de prise de poste : à partir du 01/09/2023

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel



L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.

- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du** Responsable du service des moyens équestres au sein du pôle ETFPS de l'IFCE

➢ Missions du poste



Le palefrenier soigneur/soigneuse assure :
- L'ensemble des soins aux chevaux qui lui sont confiés
- L'alimentation des équidés
- La surveillance par le biais des gardes d'écurie
- Les échanges d'informations avec les cavaliers et enseignants
- La participation aux déplacements en compétition et aux activités du Cadre Noir

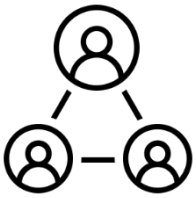
➢ Description des activités

- Entretenir des boxes et des écuries
- Nourrir et s'assurer de l'état de santé des équidés qui lui sont confiés
- Faire les pansages et les soins aux chevaux
- Préparer les chevaux pour le travail
- Assurer la sortie des chevaux à la longe, au marcheur ou paddock
- Entretenir le matériel technique et les locaux
- Assurer les permanences d'écurie
- Participer aux présentations et galas du Cadre Noir
- Préparer et accompagner les chevaux en déplacement lors des compétitions ou des présentations du Cadre Noir

➢ Activités annexes

- Monter des parcours ou dispositifs techniques
- Participer à l'organisation et au déroulement de manifestations sportives pour l'IFCE
- Transporter des chevaux
- Gérer et ranger les stocks d'aliments et fourrage

➢ Champ relationnel du poste



En interne

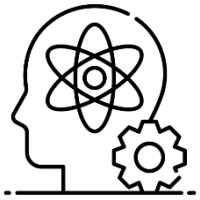
- Responsable du service des écuries
- Chefs palefreniers, soigneurs, cavaliers
- Vétérinaire et infirmier
- Agents des services techniques

En externe

- Stagiaires
- Fournisseurs
- Organisateurs de manifestations

➢ Compétences requises pour le poste

✓ Savoir-faire



- Hygiène et soins des équidés
- Connaissance sur l'alimentation des chevaux
- Education et manipulation des équidés
- Connaissance des outils techniques
- Connaissance des consignes de sécurité

✓ Savoir-être

- Sens de l'organisation
- Qualités relationnelles et sens du dialogue
- Sens de l'observation
- Capacité à travailler en équipe
- Sens des responsabilités
- Autonomie

➢ Conditions particulières de travail

- Bonne résistance physique
- Participation aux gardes, manifestations ou déplacements en week-end
- Travail en extérieur
- Amplitude horaires à prévoir en fonction de l'activité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ifce institut français du cheval et de l'équitation

➢ Composition du dossier

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,
- Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative.

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : patrick.pratlong@ifce.fr

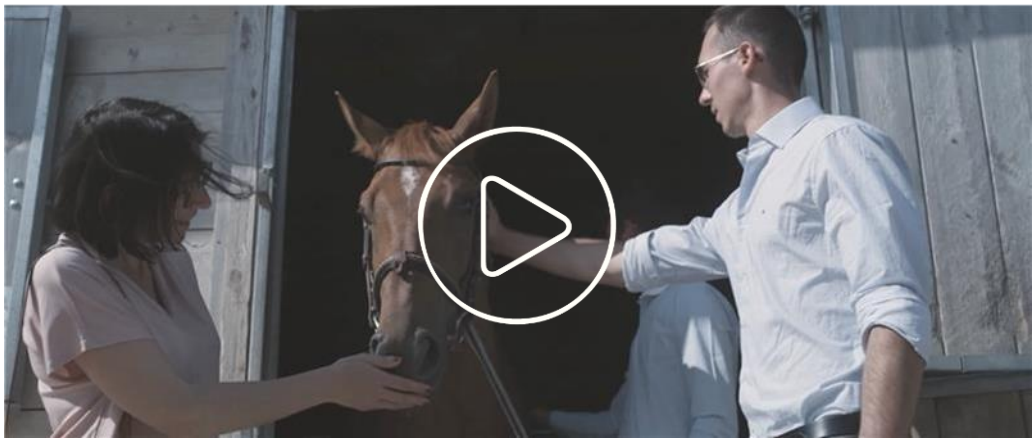
Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

Ingénieur systèmes et réseaux (H/F)

Localisation : *Pompadour*

Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public
A

Niveau d'études : 4-5 ans
Expérience : 2-5 ans

Emploi-référence RIME (Répertoire Interministériel des Métiers de l'Etat) :
FP2RCH04, FP2SIC02
Filière : administrative / technique
Catégorie : A - fonctionnaire ou contractuel de droit public
Cotation du poste au titre des parcours professionnels du MAA : 1
Groupe RIFSEEP : G2 pour un IAE ou un attaché
Poste : vacant
Date limite de candidature : 10/08/2023
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/10/2023

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut français du cheval et de l'équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :



- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.

- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du** Responsable de l'unité Infrastructure

La Direction des Systèmes d'Information (DSI), regroupe 26 agents répartis entre le service études, le service support et exploitation, l'unité infrastructure, l'unité assurance qualité et l'unité planification et urbanisme. Les missions consistent en la mise en œuvre des applications destinées au pilotage et à la gestion des différentes activités de l'établissement ainsi qu'à la diffusion d'informations techniques au service de la filière (exemple Equipedia). La DSI assure la gestion des moyens techniques nécessaires à l'utilisation de ces applications en interne et par internet. Cela représente un parc d'environ 400 serveurs et 600 postes de travail, et plus de 100 applications (centralisées, Intranet, Internet).

➢ Missions du poste et description des activités

Au sein de l'unité infrastructure (5 agents), l'ingénieur(e) systèmes et réseaux a pour principale mission d'assurer le maintien en condition opérationnelle de l'ensemble des éléments techniques, des serveurs, des logiciels indispensables au bon fonctionnement du système d'information de l'IFCE. Il participe à son évolution et anticipe les risques.
L'ingénieur systèmes et réseaux dispose d'une forte expertise, il est force de proposition et il participe aux choix technologiques. Il est capable de piloter des projets d'envergure, élaborer des plannings, organiser le travail de prestataires de services.



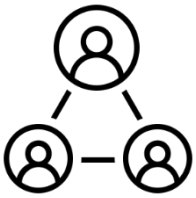
Ses principales missions :

- Piloter des projets d'évolution et de consolidation du SI : coordination, planification, animation de réunion technique, reporting
- Installer et mettre en service des matériels en relation avec les prestataires
- Suivre, traiter et expertiser (niv. 2 et 3) les problèmes remontés par le centre de services
- Rédiger des procédures orientées IT à destination des usagers et des autres services de la DSI
- Elaborer des scripts d'automatisation des tâches d'administration
- Administrer et exploiter au quotidien les systèmes Windows et linux, l'ensemble des équipements techniques composant le système d'information : virtualisation VMware, stockage SAN et CEPH, Docker Swarm, équipements réseaux et de sécurité (switch
- Déployer les socles techniques portant les applications métiers et assurer la maintenance des serveurs, des systèmes d'exploitation et des middlewares
- Participer à la mise en œuvre du PSSI et à la gestion de la sécurité du SI

➢ Champ relationnel du poste

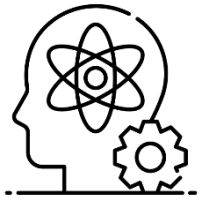
En interne
- Ensemble des agents de l'IFCE
- Agents de la DSI
- RSSI
- Assistance à maitrise d'ouvrage

En externe
- Prestataires de service
- Services de l'état
- Prestataire Externe



➢ Compétences requises pour le poste

Bac +4/5 avec 2-5 ans d'expérience dans l'ingénierie systèmes et réseaux.
Environnement technique :
- Systèmes d'exploitation : RedHat-Windows
- Virtualisation : VMware
- Stockage : SAN-CEPH
- Maitrise des réseaux de type NAT, VPN, VLAN
- Connaissance de l'architecture Docker Swarm
- Bonnes connaissances des principes de sécurité



✓ **Savoir-faire**
- ➢ Systèmes et exploitations informatiques
- ➢ Réseaux et télécommunications

✓ **Savoir-être**
- ➢ Être force de proposition et d'initiative
- ➢ Être orienté vers l'action et le résultat
- ➢ Avoir le sens des relations humaines
- ➢ Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients

➢ Conditions particulières de travail

- ➢ Télétravail : 3 jours maximum/semaine
- ➢ Déplacements professionnels

Ce poste donne accès à :
- Des tickets restaurants
- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle

➢ Composition du dossier



- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ifce institut français du cheval et de l'équitation

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : christophe.couny@ifce.fr

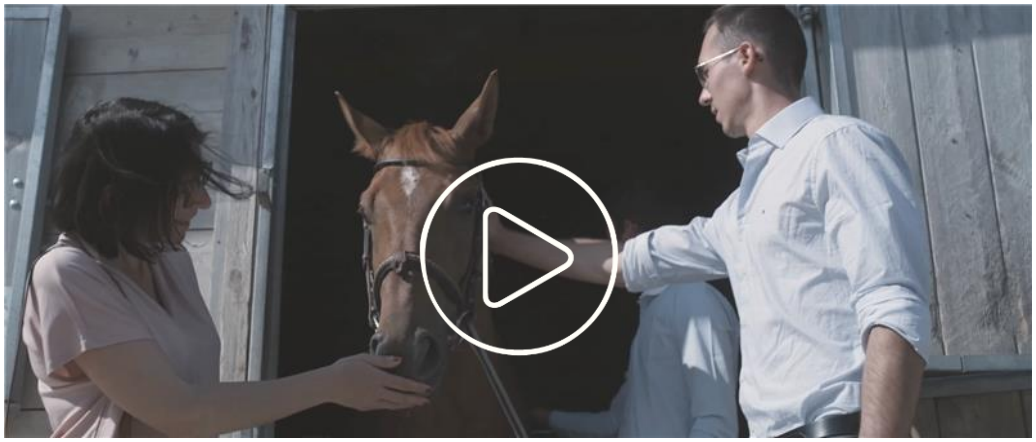
Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Direction des Ressources Humaines – Cellule recrutement
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mail : recrutement@ifce.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire visa

Agence comptable / Service Visa des interventions
Unité visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes

N° appel à candidature : 23622	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 19 – Gestion financière budgétaire et comptable	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

Une Agence comptable commune a été mise en place le 1er mai 2020 entre l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), l'Office de développement de l'économie agricole d'Outre-Mer (ODEADOM), de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et du groupement d'intérêt public) Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence Bio).

Support de l'emploi, FranceAgriMer est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement. Ses missions consistent principalement à :

- mettre en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assurer un suivi des marchés, propose des expertises économiques et techniques, par exemple, en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organiser le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Créé en 1984, l'ODEADOM est le pendant de FranceAgriMer pour l'outre-mer. Il est chargé d'œuvrer en faveur de l'économie agricole pour les cinq départements d'outre-mer et trois collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, la partie française de Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'INAO accompagne les producteurs qui s'engagent dans les démarches de qualité et gère plus globalement les signes d'identification de l'origine et de la qualité pour les produits fabriqués en France qui sont des signes officiels en France (AOC, AOP, IGP, AB (agriculture biologique) et label rouge).

L'Agence Bio a pour mission de communiquer et d'informer sur l'agriculture biologique et ses produits, de développer et d'approfondir l'Observatoire national de l'agriculture biologique, de faciliter la concertation entre partenaires, de contribuer au développement de la structuration des filières et de gérer les notifications des producteurs et autres opérateurs certifiés.
Une soixantaine d'agents des établissements concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 900M€/an).

Le service Visa des interventions regroupe les agents et les activités relatives aux aides nationales et aux aides européennes de FranceAgriMer, de l'ODEADOM et de l'Agence Bio. L'équipe d'une trentaine de personnes est répartie en 4 unités, placées sous la responsabilité de chefs d'unité, et une mission. L'une des unités (7 agents) est située au sein de la délégation nationale de Libourne (Gironde). Il est chargé :

- du visa, c'est-à-dire la réalisation des contrôles relevant du comptable public (ordres de payer et ordres de recouvrer) des mesures d'intervention ;
- de la gestion des cautions bancaires présentées par les entreprises bénéficiaires des dispositifs d'aide ;
- des relations avec les différents corps de contrôle interne à FranceAgriMer ou à l'ODEADOM et externe, notamment la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (C3OP).

Le groupement comptable est également chef des services financiers de l'ODEADOM. Le poste de gestionnaire visa est ouvert pour l'unité chargée du visa des aides de l'ODEADOM.

L'unité Visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes est composée de 8 agents. Elle a la responsabilité, notamment, des mesures relatives aux territoires ultra-marins, à la promotion vitivinicole, à la promotion des produits agricoles, à l'aide aux plus démunis, aux fruits et légumes et au lait à l'école, à la génétique animale et végétale. Elle peut être amenée à traiter des aides de crise.

Objectifs du poste

- Mettre en œuvre des dispositifs de visa (dépenses, recettes avec ou sans irrégularité) en garantissant la qualité comptable et financière des aides et la qualité de service de l'agence comptable pour les mesures à destination des territoires ultra-marins. Le poste peut venir en appui pour les autres mesures gérées par l'unité.
- Assister le chef d'unité et son adjoint lors des audits tant internes qu'externes notamment à la préparation de la mise à disposition des dossiers.
- Assurer l'archivage des dossiers.

Missions et activités principales :

- Visa des données juridiques des bénéficiaires et des RIB pour les mesures en portefeuille
- Visa des paramètres de gestion
- Visa des dossiers de paiement.
- Visa des dossiers de reversement et des titres de recette.
- Saisie des opérations financières dans le cadre de la convention de chef des services financiers de l'ODEADOM
- Archivage des dossiers et préparation de ces derniers pour les corps de contrôle
- Le cas échéant, visa des cautions (entrées/sorties), contrôle des inventaires
- Le cas échéant, recette de l'outil informatique

Relations fonctionnelles du poste :

- Services ordonnateurs (ODEADOM et FranceAgriMer)
- Autres services de l'Agence comptable
- Service des contrôles et suivi des audits

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
- Connaissance des principes de la comptabilité publique - Connaissance de la règlementation européenne et nationale des dispositifs d'aide agricole - Connaissance des outils bureautiques	- Sens de l'organisation - Capacité d'analyse - Sérieux, rigueur et méthode - Aptitude à travailler en équipe - Capacité à rendre compte et à relayer les informations - Adaptation à différentes applications métiers

Diplôme – Expérience professionnelle

A compléter en cas de souhait de recruter un agent contractuel

Contraintes du poste :

A compléter s'il y a lieu

Poste clé[1] :	Oui ☐ Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☐ Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui ☐ Non ☒

Personnes à contacter

Jérôme MELANIE, Chef du service Visa des interventions
Tél : 01 73 30 20 38 - Courriel : jerome.melanie@franceagrimer.fr

Christine TEULE, Adjointe au chef de service Visa des interventions
Tél. : 01 73 30 27 19 (Courriel : christine.teule@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil.
Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28/07/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Directeur de maitrise d'ouvrage déléguée des services numériques de la plateforme Expadon 2

Mission des affaires européennes et internationales

N° appel à candidature : 23625	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 3	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration ou ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement (application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)**
Vacant – Prise de fonction dès que possible	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens,
- assurer un appui aux organisations professionnels et au ministère chargé de l'agriculture en matière d'accès aux marchés d'exportation, de coopération internationale et de coordination européenne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

FranceAgriMer compte environ 1 000 agents, dont un tiers basé dans les services territoriaux, rattachés aux directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF).

Le poste est rattaché au chef de la Mission des affaires européennes et internationales (MAEI).

La Mission est pour l'essentiel chargée de :

- animer les travaux de la commission internationale de l'établissement, instance qui réunit les filières françaises agricoles et internationales exportatrices ainsi que l'ensemble des ministères, représentas des régions et structures publiques impliquées en matières de sujets internationaux et spécifiquement d'exportation ;
- faciliter l'accès des exportateurs aux marchés des pays tiers, notamment en résolvant les contraintes sanitaires et phytosanitaires en appuyant la DGAL dans la conduite de négociations, en facilitant l'information sur la qualité des produits français et en fournissant les informations nécessaires aux exportateurs sur ces marchés. Sur ce dernier volet, une application en ligne Expadon2 2 a été développée. Sa maîtrise d'ouvrage est assurée par le MASA (DGAL) et sa maîtrise d'ouvrage déléguée par FAM (MAEI). La maîtrise d'œuvre informatique est assurée par FAM (SI). Plus de détails sont donnés si dessous sur cette application ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'application Expadon 2, visant à faciliter la gestion des établissements exportateurs et la certification vétérinaire à l'exportation.
- conduire les programmes et les actions de coopération ;
- coordonner les experts français à l'OIV (Organisation Internationale du Vin) et assurer le suivi des impacts en matière d'exportation des travaux de cette instance ;
- assurer la coordination de la position de FranceAgriMer au sein des « comités de gestion » de la Commission européenne ;
- Assurer la gestion des budgets internationaux délégués à FranceAgriMer par les directions générales du ministère chargé de l'agriculture.

Concernant spécifiquement la plateforme Expadon 2, elle comprend plusieurs services numériques :
-Un module Agrément permettant le dépôt, l'instruction, et la transmission des agréments au pays tiers.
- Un module Certificat permettant le dépôt, l'instruction et la délivrance de certificats sanitaires.
- Un portail de mise à disposition des informations et réglementations relatives aux conditions d'export.
La maîtrise d'ouvrage déléguée assure :
- Le pilotage des travaux d'exploitation de la plateforme Expadon 2 délégués par le MASA ;
- L'interface entre la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre informatique ;
- Le pilotage des prestations associées de gestion de la plateforme : tierce recette applicative, assistance utilisateurs.

Selon l'évolution de l'organisation interne de la MAEI, le directeur de la maîtrise d'ouvrage déléguée Expadon 2 pourrait avoir la charge d'encadrer une équipe composée :
- D'un chargé de mission *interface métier/informatique Expadon 2 et assistance opérateurs Expadon 2/agréments*
- De deux gestionnaires des dossiers d'agrément du module agréments d'Expadon 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

Le directeur de maitrise d'ouvrage déléguée Expadon 2 s'assure de la planification et le suivi des développements dans le cadre des évolutions rendues nécessaires de la téléprocédure (obsolescence, fonctionnalités).
Il réévalue régulièrement les processus de fonctionnement et propose des actions d'amélioration qui peuvent donner lieu à une validation par le comité de pilotage de l'application Expadon 2.

Missions et activités principales :

- Assure la maitrise d'ouvrage déléguée de l'application Exapdon 2 sur l'ensemble de son périmètre, en interface constante avec la personne de la DGAL en charge de la maîtrise d'ouvrage.
- Assure l'interface avec la maîtrise d'œuvre informatique d'Expadon 2.
- Contribue, avec la maîtrise d'ouvrage à l'organisation des comités de pilotage.
- Assure la planification et le suivi de l'évolution d'Expadon 2.
- Assure la formulation des besoins et exigences exprimées par la maîtrise d'ouvrage.
- Assure la recette fonctionnelle et valide les livrables.
- Assure la bonne mise en œuvre du processus de mises à jour des informations dans le module agrément d'Expadon 2.
- Conduit des actions de formation et de conduite du changement auprès des opérateurs économiques.
- Assure la mise à disposition d'un portail d'assistance Expadon 2 ainsi que le bon fonctionnement du processus de réponses aux questions posées pour le module agrément.
- Assure le bon fonctionnement du processus de gestion des habilitations pour les opérateurs économiques.

Relations fonctionnelles du poste :

Le directeur de projet maitrise d'ouvrage déléguée est en relation directe avec :

- Au sein de la MAEI : sa hiérarchie ; les autres chefs d'unités, en particulier l'unité appui aux exportateurs.
- Les chefs de projets et responsables du service Systèmes d'information.
- La mission SSI (Sécurité des Systèmes d'Information).
- Les utilisateurs.
- La DGAL, en particulier le responsable de la maîtrise d'ouvrage, le BEPT et ses1 équipes.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Maîtrise des méthodes et pratique de gestion de projet
- Expérience de pilotage de maitrise d'ouvrage de projets informatiques

Savoir-faire / Savoir être

- Capacité à gérer un projet
- Capacité d'analyse et de synthèse.
- Capacité à rédiger des documents, à conduire des réunions, etc.
- Capacité relationnelle et de communication
- Autonomie et rigueur

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 5 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui ■ Non

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ■

Personnes à contacter

Julien BARRE, chef de la MAEI – julien.barre@franceagrimer.fr
Régis RAFFIN, adjoint au chef de la MAEI – regis.raffin@franceagrimer.fr
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement - mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail jusqu'à 3 jours par semaine, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/08/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de service adjoint

(H/F)

R54023

Localisation : Direction régionale Grand Est à Nancy

Statut : Titulaire Cat. A / ouvert aux contractuels

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : BAC + 3

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Vous rejoindrez le service agriculture et développement rural qui comporte une quinzaine d'agents et assure le paiement d'aides agricoles du 2e pilier de la PAC (FEADER) et réalise à ce titre différents types de contrôles.

Il intervient aussi auprès des services du Conseil Régional qui élabore la réglementation et les procédures relatives à la mise en œuvre régionale des programmes de développement rural 2014-2022 et du plan stratégique national 2023-2027.

Vous participerez en lien avec le chef de service à l'encadrement de l'équipe et au pilotage du service en assurant le suivi de plusieurs missions.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC).

Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements.

La Direction régionale Grand Est intervient sur tout le territoire Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Son effectif est d'une centaine d'agents répartis entre le siège à Nancy et 2 sites à Strasbourg et Chalons en Champagne.

MISSIONS

- Participer à la définition et à l'atteinte des objectifs et priorités du service
- Encadrer, animer et coordonner les activités des agents du service
- Participer au pilotage, à la supervision de l'activité et au suivi des résultats du service
- Suivre les évolutions de la réglementation et des procédures
- Réaliser des analyses réglementaires
- Valoriser les analyses auprès des partenaires

- Avec la programmation européenne 2023-2027, participer au suivi et au pilotage du contrôle de la délégation d'instruction et de contrôle confiée à la Région via les audits du Descriptif des Systèmes de Gestion et de Contrôle (DSGC)



CHAMP RELATIONNEL

- En interne: collègues du service, de la direction régionale et du siège
- En externe: partenaires institutionnels de la direction régionale: Région et DRAAF de la région Grand Est, préfectures, Agences de l'eau, collectivités territoriales

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissances générales des politiques agricoles, rurales, et environnementales
- Connaissances des réglementations relatives aux fonds européens et spécialement le FEADER
- Connaissance de l'environnement administratif et institutionnel de l'ASP et ses enjeux
- Maîtrise des outils bureautiques et informatiques



SAVOIR-FAIRE

- Capacités managériales et de pilotage
- Organisation, rigueur et méthode
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Aptitudes rédactionnelles et relationnelles
- Autonomie et capacité à rendre compte
- Force de proposition, d'initiative
- Aptitude à travailler en équipe



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter:

- M. Romain TISSIER, chef de service, romain.tissier@asp-public.fr, 03 83 17 86 24

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

CHARGE DE MISSION
auprès de la directrice « en charge de la mission administrative et financière »

H/F

L14100

Localisation : Limoges

Statut : Titulaire cat. A / ouvert aux contractuels

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac + 3 et plus

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Vous aurez en charge le pilotage de la mission administrative et financière de la Direction. Vous assurerez un appui aux missions transverses de la direction. Vous serez l'interface privilégiée des directions support, et notamment de la Direction des Ressources Humaines (DRH), de la Direction Financière Juridique et Logistique (DFJL) et la Direction de la performance (DOP) et contribuerait à la bonne coordination des travaux de la direction



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Agriculture et de la Pêche.

Le poste est basé à Limoges, et rattaché au directeur/trice de la DDRP.

Vous travaillerez en lien avec l'ensemble des services et agents de la direction ainsi qu'avec les Directions support de l'établissement.



MISSIONS

Ressources Humaines

- Assurer le suivi de la gestion des ressources humaines de la direction (mobilité, recrutement, évaluation etc…), en appui de la chargée de mission

Budget

- En lien avec la chargée de mission :
  - Elaborer et la consolider le budget de fonctionnement de la DDRP et les budgets informatiques pour l'ensemble des projets Osiris et RDR4
  - Suivre les feuilles de route métier avec les différents acteurs et en superviser le contrôle d'exécution
- Suivre les recettes des conventions gérées par la Direction
- Assurer l'interface avec la Direction financière juridique et logistique (DFJL) en vue de l'élaboration des documents budgétaires de l'Agence
- Contribuer à la planification, l'élaboration et le pilotage des appels d'offres en tant que de besoin en coordination avec la Direction Financière Juridique et Logistique

Contrôle de gestion

- Appuyer la direction dans le suivi quantitatif et qualitatif des ETP de la DDRP et des DR ;
- Participer à la construction des prévisions d'activité du périmètre agricole en DR en lien avec les différents services
- Etre le référent de la direction sur les questions de comptabilité analytique

Management et représentation

- Manager l'équipe de la mission administrative et financière.
- Coordonner les travaux du secrétariat de direction
- Représenter la direction dans les différentes instances



CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en contact avec :

- La direction, l'équipe d'encadrement, les responsables de produits et les agents de la DDRP
- La direction de programme Datalake agricole ,
- La DNSI (Direction du Numérique et du Système d'Information)
- L'Agence comptable
- La DFJL
- Les titulaires des marchés de prestations

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance sur la gestion des ressources humaines et du statut des fonctionnaires
- Répertoire interministériel des métiers de l'Etat (RIME)
- Contrôle de gestion
- Connaissance en matière de finances publiques, de GBCP
- Connaissance du code des marchés publics
- Connaissance des outils bureautique
- Connaissance de la gestion des projets informatiques



SAVOIR-FAIRE

- Faire preuve de discrétion professionnelle
- Capacité à rendre compte
- Rigueur, sens de l'initiative, anticipation, autonomie
- Capacité à manager une équipe
- Aptitudes relationnelles
- Aptitude à travailler en réseau
- Aptitude à l'analyse et à la synthèse
- Qualités d'écoute et relationnelles
- Sens de la diplomatie



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

Madame Valérie ISABELLE – Directrice du développement rural et de la pêche
valerie.isabelle@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 57

Catherine MANSOUR – Chargée de mission RH
catherine.mansour@asp-public,fr – Tél : 05 55 12 01 32

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef/cheffe de projet informatique Performance de la PAC

L14167

Localisation : ASP, Montreuil s/Bois

Statut : Titulaire Cat. A ou contractuel

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac+3 et plus

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Sous l'autorité du Directeur de programme, vous aurez la charge de la production du rapport annuel de performance de la Politique Agricole Commune 2023-2027.

Vous piloterez le maintien en condition opérationnelle d'un système d'information dédié à la collecte des données de suivi et d'évaluation de la PAC, appelé Synapse. Développé depuis mars 2022 , sa mise en production est prévue en septembre 2023, au sein du Lac de données agricoles (plateforme Big data). Des évolutions techniques sont d'ores et déjà planifiées. Vous serez ainsi responsable de l'évolution de l'applicatif Synapse. En parallèle, vous porterez le développement informatiques d'autres applicatifs dédiés à la valorisation de données (au stade projet).

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public entièrement dédié à la mise en œuvre de politiques publiques au niveau européen, national et territorial.

Premier payeur européen d'aides agricoles, l'ASP verse chaque année environ, 8,5 milliards d'euros dans le cadre de la politique agricole commune (PAC). Chaque euro doit être suivi, justifié et évalué au travers d'indicateurs de performance.

L'ASP compte 2 200 agents, basés dans toutes les régions de France, en métropole comme à l'outre-mer.

Vous intègrerez la Direction de programme du Lac de données agricoles.

Télétravail possible. Positionnement à Montreuil s/Bois *(métro Saint Mandé – Ligne 1)*

Prise de poste souhaitée d'ici septembre 2023

MISSIONS

Pilotage :

- Être responsable du bon fonctionnement de l'applicatif Synapse
- Être force de proposition dans l'amélioration de l'applicatif en cours d'exploitation (vision produit en tenant compte des besoins métier)
- Assurer le suivi de l'activité et organiser les contrôles qualité, en collaboration étroite avec les agents de l'équipe du Lac de données
- Analyser les besoins d'évolution ou de corrections du Système d'information, en lien avec le prestataire informatique (MOE)
- Développer de nouveaux applicatifs autour de la collecte des données de la PAC, en réponse aux besoins métiers (expression de besoin, spécifications, pilotage des développements informatiques par le MOE et de la phase de recette)

Recette et production :

- Organiser la stratégie de recette et le déroulement des tests
- Cadrer, anticiper, évaluer les charges
- Superviser le suivi de production
- Réaliser et mettre en application les fiches de procédures, dans le cadre du mode opératoire



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Direction des Soutiens Directs Agricoles (DSDA), Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP), Mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles (MCFA)
- En externe : Ministère en charge de l'agriculture, Conseils régionaux, Organismes payeurs français, Auditeurs (français et européens), MOE

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Bonne expérience en chefferie de projets informatiques
- Idéalement : une connaissance de la PAC serait appréciée (ou du monde agricole)
- Maitrise des logiciels bureautiques
- Une connaissance des outils techniques au traitement de la donnée (Microstrategy ou Dataïku) serait un plus.
- Appétence pour les projets informatiques valorisant des données massives (Big Data) et des données géographiques



SAVOIR-FAIRE

- Travailler en équipe
- Gérer des priorités, des activités multiples, et faire face à une forte exigence de réactivité
- Conduire des projets en autonomie
- Capacité d'écoute
- Aptitudes relationnelles
- Sens de la qualité de service
- Rigueur, autonomie, méthode et sens de l'organisation
- Polyvalence, réactivité et adaptation
- Capacité rédactionnelle et de synthèse
- Maitrise de l'anglais serait un plus.



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Monsieur Pierre POUSSARD – Directeur du Lac de données agricoles – DSDA, DDRP & MCFA - pierre.poussard@asp-public.fr – Tél : 01 73 02 17 23

- Madame Catherine MANSOUR – Direction du développement rural et de la pêche - Mission administrative et financière – Chargée de mission RH – catherine.mansour@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 32

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

Data analyst
(SQL/BI)

Reporting & Analyses

L15071

(H/F)

Localisation : Limoges

Statut : Titulaire Cat. A / Ouvert aux contractuels

Cotation RIFSEEP : 4
Cotation Parcours Pro : 1

Niveau d'études : Bac +3

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Dans le cadre de la valorisation, et le reporting de données de pilotage ou financières des politiques publiques mises en place dans le domaine emploi-environnement-politiques sociales, l'ASP recherche 1 Data analyst Reporting et analyses.
Au sein d'une équipe Données, vous aurez en charge le développement et la production du reporting de données auprès des différents demandeurs, à partie des outils d'informatique décisionnelle (BO et SQL): Analyse des demandes, analyse des données permettant de répondre aux problématiques métiers, développement des tableaux de bord et rapports de data visualisation attendus, production.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de 70 politiques publiques confiées à l'ASP par quinze ministères et agences nationales comme l'apprentissage, le chômage partiel, le service civique, le bonus écologique, le chèque énergie….
Vous intégrerez le Service de la Donnée et du Financement des Aides (SDFA), en charge de la production de restitutions financières pour piloter les politiques publiques et du suivi financier des crédits publics , ainsi que de l'assistance à maitrise d'ouvrage et de la maintenance des outils d'informatique décisionnelle .



MISSIONS

ANALYSE - EXPLORATION DE DONNEES – DEVELOPPEMENT ET PRODUCTION DES REPORTING

- → Expertiser les demandes de reporting à produire (tableaux de bord, rapports, cartes,…), ponctuelles ou récurrentes, en liaison avec le demandeur et les experts métier et/ou application, et estimer la charge
- → Explorer les données afin d'identifier la donnée utile et les règles de gestion
- → Mettre à jour les requêtes existantes
- → développer de nouvelles restitutions (tableaux de bords / indicateurs) pour répondre aux demandes, dans le cadre contractuel dédié
- → Vérifier la cohérence des données produites en liaison avec les experts métier et/ou application si nécessaire
- → Documenter les travaux, rédiger les supports, la documentation et assurer l'accompagnement des utilisateurs
- → Mettre à disposition les restitutions produites selon les modalités attendues et les procédures associées

APPUI A L'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE DES PROJETS DATA

- Analyser les besoins d'évolution ou de correction des outils décisionnels (entrepôts, univers BO, lac de données)
- Appui à la rédaction des expressions de besoins (US) et à la recette, suivi des corrections
- Travailler en étroite collaboration avec les équipes MOE et métier



CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en contact avec :

- les ministères
- les services de la direction,
- la direction du numérique et des systèmes d'information (DNSI),
- les autres directions de l'ASP (siège et DR)

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance des solutions nécessaires au traitement de la donnée : SGBD (Oracle, PostgreSQL, …), Modèle de données décisionnel, solutions de Business intelligence et de data visualisation
- Maîtrise indispensable du langage SQL et d'un outil de datavisualisation (BusinessObject, Suadeo, PowerBI, …)
- La maîtrise de Business Object est un plus
- Connaissance des méthodes d'analyse de données (statistiques, machine learning)
- Maîtrise des logiciels bureautiques



SAVOIR-FAIRE

- Expérience avérée dans l'analyse et la valorisation de données complexes
- Très bonne capacité d'analyse
- Bonne capacité relationnelle et aptitude au travail en équipe
- Rigueur, autonomie, méthode et sens de l'organisation
- Sens des responsabilités, fiabilité
- Réactivité
- Capacité rédactionnelle et de synthèse
- Capacité à rendre compte, et à alerter
- Capacité à identifier les biais et à réaliser des préconisations
- Esprit d'initiative



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Service parcours professionnels	Sylvie LELANDAIS	Mission administrative et financière
mobilite@asp-public.fr	Tél : 05 55 12 03 16 sylvie.lelandais@asp-public.fr	DIREEPS-MAF@asp-public.fr
Pôle Acquisition des talents	Cheffe du service SDFA DIREEPS	Référent recrutement de la DIREEPS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

Ingénieur Recette (H/F)

M10128

Localisation : MONTREUIL

Statut : Titulaire Cat. A / Ouvert aux contractuels

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 1

Niveau d'études : Bac + 3 et plus
Années d'expérience : 3 ans d'expérience

DESCRIPTION DU POSTE

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Au sein de l'ASP, vous rejoindrez la direction des soutiens directs agricoles (DSDA), qui pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC.

La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC.

Ce système est en tierce maintenance applicative auprès d'un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA.

Vous intégrerez la direction des opérations (DDO) qui a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac et du projet IA-monitoring de suivi des parcelles en temps réel (3STR)

La DDO est organisée en plusieurs services et secteurs, dont le secteur de la « Recette des SI », auquel sera directement rattaché l'ingénieur recette sénior. Vous rejoindrez une équipe composée de 6 autres ingénieurs de recette, d'un chef de service et d'une adjointe, et vous travaillerez en étroite collaboration avec des prestataires externes.

MISSIONS ET OBJECTIFS

Au sein de la DSDA, vous participerez à la validation des services construits au sein du Système d'Information « Isis-Telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Vos missions consisteront principalement à :

Piloter la recette et garantir la qualité des fonctionnalités :

- Planifier, organiser et définir l'ensemble des plans de test de la recette (non régression, fonctionnelle, robustesse,…)
- Préparer l'ensemble des jeux de données nécessaires
- Assurer la traçabilité et la reproductibilité de l'ensemble des tests à effectuer (gestion du référentiel de test)
- Dérouler et exécuter les scénarii de test
- Participer aux comités recette organisés chaque semaine
- Se prononcer en collaboration avec votre chef de secteur sur le déploiement ou non des modules informatiques aux utilisateurs finaux

Assurer la bonne conformité du logiciel aux besoins métiers et le respect du calendrier :

- Suivre les besoins dans un contexte marqué par un faisceau de contraintes très fortes en matière d'obligation de résultats et de respect des délais
- Assurer le déploiement hebdomadaire en moyenne d'une version majeure

Assurer la validation fonctionnelle :

- Assurer la validation fonctionnelle d'un ou plusieurs modules informatiques des systèmes informatiques Isis-TelePAC
- Intervenir dès les spécifications afin de définir conjointement avec les analystes les scénarios nécessaires pour la validation de l'implémentation des expressions de besoin

PROFIL RECHERCHÉ



COMPETENCES ET SAVOIR-FAIRE

Vous avez de l'expertise en homologation de logiciels :

- Expérience probante de plusieurs années dans l'homologation de logiciels (éventuellement progiciels) informatiques
- Maîtrise avérée des méthodes d'homologation de logiciel informatique, des outils de gestion d'anomalies et d'évolutions et de gestion d'exigences

Vous avez le goût pour une cause nationale et environnementale et une bonne connaissance de l'environnement au sein duquel vous évoluerez :

- Connaissance appréciée de la méthode UML.
- Appétence en Big Data et Intelligence Artificielle
- La connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait également un plus
- Volonté de s'investir dans les processus métiers

Vous possédez les qualités suivantes, essentielles à la réussite au sein de ce poste :

- Aptitude à communiquer et à travailler en équipe
- Esprit de synthèse et de rigueur
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité
- Efficacité, dynamisme et autonomie
- Goût pour une cause nationale et environnementale

ATOUTS



LES ATOUTS DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

En rejoignant l'ASP, vous évoluerez dans un environnement stimulant :

- Vous serez intégré à une équipe au sein de laquelle vous côtoierez des agents aux parcours divers et possédant une grande expertise, ce qui vous permettra ainsi de monter en compétence
- Vous évoluerez dans un environnement accueillant et collaboratif
- Vous serez au cœur des nouveautés des politiques publiques agricoles et vous participerez à leur implémentation
- Vous serez amené à travailler avec une pluralité d'acteurs : les services métier, les maitrises d'œuvre et les autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac
- Afin de faciliter votre montée en compétence sur le système d'information et vous approprier la nature des évolutions à homologuer, vous recevrez préalablement une formation de la part des référents fonctionnels AMOA de la direction des opérations, spécialistes par domaine des modules mobilisés au sein d'ISIS.

De plus, vous bénéficierez de conditions de travail adaptées à vos besoins :

- Une politique de télétravail souple : jusqu'à deux jours de télétravail par semaine au choix, et une adaptation possible selon les contraintes
- Un établissement situé en bordure du bois de Vincennes, à proximité des lignes de métro 1 (Saint Mandé), 9 (Robespierre) et du RER A (Château de Vincennes)
- Des bureaux calmes et spacieux, une cantine à disposition ouverte tous les jours et un vaste parking souterrain



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter:

- Philippe Mercier, Directeur Des Opérations
- Christophe Jourdas, Directeurs Des Opérations adjoint
- Bruno Quayzin Feuvrier, Chef du Secteur Recette

Mail : recrutements-DSDA-montreuil@asp-public.fr - Tél : 01.73.02.19.18

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Office national des forêts
Direction générale

Adjoint(e) du SRHAG en charge des dossiers RH du siège

N° du poste : 23462
Catégorie A : **cadre supérieur**
Cotation : A3
Situation du poste : Vacant à partir du 1er septembre 2023
Localisation du poste : **Maisons-Alfort**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, est le gestionnaire des forêts publiques et, à ce titre, un acteur majeur de la transition écologique. Il a ainsi pour missions principales d'assurer le renouvellement et la pérennité des 11 millions d'hectares de forêts appartenant à l'Etat et aux collectivités locales, la production et la commercialisation de bois, la préservation de la biodiversité, l'action en matière de changement climatique, et l'accueil du public. 8200 femmes et hommes, salariés et fonctionnaires, aux métiers et compétences variés, participent à la réalisation de ces missions. Les équipes sont réparties sur tout le territoire aussi bien en métropole qu'en Outre-Mer. La direction générale de l'ONF porte la politique générale de l'établissement, ainsi que son pilotage. La mise en œuvre de cette politique s'inscrit dans le cadre d'un contrat pluriannuel que l'établissement signe avec l'Etat, conformément à l'article L221-3 du Code forestier. Rattaché directement auprès du directeur général adjoint de l'ONF, le service des ressources humaines et des affaires générales (SRHAG) assure : - la gestion des ressources humaines locales : gestion RH et paie d'une part, parcours emploi carrière d'autre part. - les affaires générales - l'informatique Il exerce un rôle d'appui sur les fonctions RH pour certaines directions régionales selon des conventions de service précisant les attributions retenues. La direction générale de l'ONF comporte environ 380 personnels répartis sur plusieurs sites dont le principal est le siège à Maisons-Alfort. La direction générale accueille des fonctionnaires, contractuels de droit public et salariés de droit privé. Ce siège regroupe également plusieurs filiales de l'ONF et des prestataires externes que le SRHAG gère dans le cadre de ses missions affaires générales et informatiques.
OBJECTIFS DU POSTE	Aux côtés du chef du SRHAG, il/elle mène à bien l'ensemble des actions liées à la gestion de proximité des personnels de la DG (RH, affaires générales et informatiques).
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER ET CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	En tant qu'adjoint(e), et en lien étroit avec le chef du SRHAG il/elle a en charge les missions et sujets suivants : - Appuie le chef de service dans l'élaboration et le suivi du budget du service ainsi que le suivi des ETP - Supplée et remplace le chef de service en cas d'absence - L'organisation du dialogue social - Les campagnes de promotion, revalorisations, primes - Les thématiques de santé et sécurité au travail : DUER, PAPRIPACT, RPS, etc. - Les dossiers RH sensibles : enquêtes, disciplinaire, contentieux, etc. - Autres missions confiées par le chef de service

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">En tant que responsable RH :
- Manager l'équipe RH
- En binôme avec le chef du service, participation au réseau RH national
- Pilote l'ensemble des thématiques RH :
• Recrutement
• Formation
• Parcours professionnels
• Gestion administrative, paie, gestion du temps et des absences
• SST
• Relations sociales

A moyen terme, les projets du service sur lesquels sera particulièrement mobilisé(e) l'adjoint(e) sont les suivants :
- Procédure arrivées / départs
- Organisation de journées d'accueil des nouveaux arrivants
- Mise à jour du DUER
- Prévention des RPS
- Ecriture de procédures RH
- D'autres projets peuvent s'ajouter à cette liste

Dans le cadre de ses missions RH, il/elle apporte sa compétence sur le secteur privé (le chef de service ayant une compétence secteur public). Il/elle pilote directement les missions SST et en binôme avec le chef de service, le dialogue social local. En tant qu'adjoint(e) du Chef de service, il/elle est également en relation avec l'ensemble des directions centrales et les personnels du siège. Il/elle peut également être en contact avec des homologues en territoires ainsi qu'avec les DRIOM et des partenaires externes (EnvA, ANSES, Gendarmerie, inspection du travail, etc.).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE / SAVOIR-ÊTRE</td></tr>
<tr><td>Droit social privé
Idéalement connaissance du droit social public

Procédures RH de tout type : contentieux, disciplinaire

Sujets RPS / SST

Connaissances budgétaires</td><td>Posture (prise de hauteur, de recul sur les sujets,…)
Excellentes compétences relationnelles
Sens de la diplomatie
Confidentialité
Qualités managériales
Autonomie
Force de proposition
Rigueur
Capacités de travail
Méthodologie et polyvalence</td></tr>
<tr><td>PERSONNE A CONTACTER</td><td colspan="2">Sandrine REBOH, Responsable du recrutement – mail : sandrine.reboh@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Institut National de l'Origine et de la Qualité
Siège - 12, rue Henri Rol-Tanguy
93555 Montreuil Cedex

Service contrôles

Chargé(e) de mission technique et réglementaire

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :

Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A(*) : 1</td><td>Cotation part fonction PFR :
Groupes RIFSEEP : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant à compter du 24 juillet 2023

Date limite de candidature : 30 juillet 2023</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française sur les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses principales missions sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
L'INAO est chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).

Le Service Contrôles composé de 9 personnes a pour mission l'organisation générale de ce dispositif. Il encadre l'ensemble des organismes de contrôles à qui les contrôles sont délégués, assure directement la fonction de contrôle de second niveau et remplit les obligations d'informations sur les contrôles auprès de la Commission européenne.
Il assure l'appui et l'expertise en matière de contrôles auprès des agents de l'INAO. Il est l'interlocuteur des différentes administrations sur les sujets contrôles des SIQO.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Au sein de l'équipe et en collaboration avec elle, le-la chargé-e de mission technique et réglementaire assure, diverses missions prévues dans la réglementation relative aux contrôles des SIQO, plus particulièrement en agriculture biologique :
- définition et suivi des procédures de contrôles en agriculture biologique ;
- agrément et évaluation des organismes de contrôles ;
- organisation du Conseil des agréments et contrôles (CAC) ;
- maitrise d'ouvrage des applications de suivi des données relatives aux contrôles des SIQO
- analyse des informations relatives aux irrégularités en agriculture biologique, saisie sur le logiciel européen OFIS de ces irrégularités et suivi des dossiers concernés.
- Suivi de l'habilitation des laboratoires.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l'autorité de sa supérieure hiérarchique, l'agent :
- participe aux travaux de gestion / harmonisation des procédures de contrôle en agriculture biologique, et anime les groupes de travail sur ce thème ;
- finalise des dossiers présentés à la validation du CAC ou du directeur ;
- supervise les organismes de contrôles et appuie l'équipe chargée d'évaluation technique de ces derniers dans le cadre de leur agrément ;
- assure la maitrise d'ouvrage des applications de données et procède aux extractions de données de ces applications et à leur exploitation.
- saisit les informations relatives aux irrégularités en agriculture biologique sur le logiciel européen OFIS et suit les dossiers concernés.
- Participe aux travaux d'habilitation des laboratoires.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Administrations, services nationaux et territoriaux de l'INAO, organisations professionnelles des SIQO, Organismes de Contrôles des SIQO, professionnels membres du comité des agréments et des contrôles ; responsables des autres corps de contrôles.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, des signes d'identification de la qualité et de l'origine,</td><td>Sens du travail en équipe, aptitude à la concertation et aux relations avec une multiplicité d'interlocuteurs tant institutionnels que</td></tr>
</table>

	des systèmes qualité. Des connaissances en agriculture biologique et/ou en informatique seraient un atout.	professionnels. Organisation, autonomie, rigueur dans le suivi des dossiers Compétences rédactionnelles et relationnelles Capacité d'analyse et de synthèse Expression écrite et orale
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Madame Cécile FUGAZZA – Responsable du Service Contrôles Tél. : 01.73.30.38.80 - courriel : c.fugazza@inao.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Institut National de l'Origine et de la Qualité
Siège - 12, rue Henri Rol-Tanguy
93555 Montreuil Cedex

Service contrôles

Chargé(e) de mission technique et réglementaire

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :

Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A(*) : 1</td><td>Cotation part fonction PFR :
Groupes RIFSEEP : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant à compter du 1ER septembre 2023

Date limite de candidature : 30 juillet 2023</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française sur les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses principales missions sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
L'INAO est chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).

Le Service Contrôles composé de 9 personnes a pour mission l'organisation générale de ce dispositif. Il encadre l'ensemble des organismes de contrôles à qui les contrôles sont délégués, assure directement la fonction de contrôle de second niveau et remplit les obligations d'informations sur les contrôles auprès de la Commission européenne.
Il assure l'appui et l'expertise en matière de contrôles auprès des agents de l'INAO. Il est l'interlocuteur des différentes administrations sur les sujets contrôles des SIQO.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Au sein de l'équipe et en collaboration avec elle, le-la chargé-e de mission technique et réglementaire assure, diverses missions prévues dans la réglementation relative aux contrôles des SIQO :
- définition et suivi des procédures de contrôles ;
- approbation des plans de contrôle et d'inspection ;
- organisation de l'habilitation des opérateurs ;
- agrément et évaluation des organismes de contrôles ;
- organisation du Conseil des agréments et contrôles (CAC).</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l'autorité de sa supérieure hiérarchique, l'agent :
- supervise les projets de plans de contrôle et d'inspection ;
- répond aux questions des équipes projet chargées notamment d'organiser le volet contrôles des cahiers des charges ;
- finalise des dossiers présentés à la validation du CAC ou du directeur ;
- supervise les organismes de contrôles et appuie l'équipe chargée de l'évaluation technique de ces derniers dans le cadre de leur agrément ;
- participe aux travaux de gestion / harmonisation des procédures de contrôle.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Administrations, services nationaux et territoriaux de l'INAO, organisations professionnelles des SIQO, Organismes de Contrôles des SIQO, professionnels membres du comité des agréments et des contrôles ; responsables des autres corps de contrôles.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, des signes d'identification de la qualité et de l'origine, des systèmes qualité.

Des connaissances sur les filières viti-coles et fruits et légumes seraient un atout.</td><td>Sens du travail en équipe, aptitude à la concertation et aux relations avec une multiplicité d'interlocuteurs tant institutionnels que professionnels.
Organisation, autonomie, rigueur dans le suivi des dossiers
Compétences rédactionnelles et relationnelles
Capacité d'analyse et de synthèse
Expression écrite et orale</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Madame Cécile FUGAZZA – Responsable du Service Contrôles Tél. : 01.73.30.38.80 - courriel : c.fugazza@inao.gouv.fr	

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA)

Directeur / directrice adjoint(e) du GIP ECOFOR
GIP Ecofor, 42 rue Scheffer, 75116 Paris

Mis à disposition par le MASA

Directeur.rice adjoint.e du GIP ECOFOR

N° de publication :	**Référence du poste : A5ETP00120**
Catégorie : A2	

Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3.2
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2

Poste

Présentation de l'environnement professionnel	Le Groupement d'Intérêt Public ECOFOR (http://www.gip-ecofor.org/) a pour objet de mettre à disposition de ses membres des connaissances scientifiques pertinentes pour le développement ou la mise en œuvre des politiques publiques applicables aux forêts, en tenant compte de l'ensemble des multiples dimensions des forêts qui intègrent différents enjeux à différentes échelles emboîtées. Le GIP ECOFOR compte actuellement un effectif de 6 personnes en propre.
Objectifs du poste	1) Susciter, structurer et animer des programmes ou projets de recherche 2) Recueillir des questions que se posent les gestionnaires forestiers, usagers et acteurs des politiques publiques, pour les expertiser au regard des connaissances scientifiques existantes, rassembler les éléments de réponse et identifier les lacunes méritant d'être comblées 3) Valoriser par tout moyen adéquat les résultats des études, recherches ou expertises réalisées avec son concours ou dans son domaine de compétence

<table>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">Le/la titulaire du poste œuvrera dans les domaines d'intervention privilégiés du GIP :
- la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes, pour notamment définir une politique fédérative de dispositifs expérimentaux lourds et d'intérêt collectif
- les risques et le changement climatique, pour analyser les phénomènes, réduire la vulnérabilité des forêts, favoriser le rôle de protection des forêts
- les services écosystémiques et la gestion durable des forêts, pour préconiser des stratégies intégrées et des instruments économiques et politiques associés
- la coordination et le porter à connaissance quant aux systèmes d'information relatifs aux écosystèmes forestiers.
En conformité avec la convention constitutive du GIP, le/la titulaire du poste pourra, sous réserve de nomination en tant directeur/directrice adjoint(e) par l'AG du GIP, partager avec le directeur certaines attributions de gestion et d'animation de la cellule permanente.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Membres du GIP : MASA, MTECT, INRAE, ONF, CNRS, CIRAD, IRD, AgroParisTech, CNPF, FCBA, IGN, MNHN
- Organismes de recherche et de formation supérieure sur les forêts (universités, OFB…)
- Acteurs dans le domaine forêt-bois au niveau forêt-bois au niveau européen et international : SCAR, EFI, IUFRO, UICN, CIFOR…</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Connaissance du fonctionnement et de la biodiversité des écosystèmes forestiers, de leur gestion, de leurs usages, des politiques publiques concernant la forêt
- Expertise souhaitée dans le domaine des sciences humaines et sociales</td><td>- Capacité d'écoute et de dialogue, sens de l'intérêt général, capacité d'engagement personnel et de travail en équipe
- Compétences d'animation d'expertises collectives ou de programmes de recherche ou de partenariats recherche-développement</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Nicolas Picard – Directeur du GIP ECOFOR
Tél. 01 53 70 21 49 - nicolas.picard@gip-ecofor.org
Marc Fournier – adjoint à la cheffe du bureau de la gestion durable de la forêt et du bois au MASA/SDFCB
Tél. 01 49 55 51 26 – marc.fournier@agriculture.gouv.fr</td></tr>
<tr><td>Mentions légales</td><td colspan="2">Télétravail non possible
Ouvert aux titulaires
Non ouvert aux contractuels
Management : non
Ouvert aux agents en situation de handicap : non
Fourchette de rémunération :
Durée du contrat :
Poste logé : non</td></tr>
</table>